






INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars-avril 2002

FAITS SAILLANTS

-  **En janvier, la production augmente de 0,6 %. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle de suite et de la meilleure performance en près de deux ans.**
-  **En mars, un nombre record d'emplois sont créés (88 000), ce qui contribue à ramener à 7,7 % le taux de chômage.**
-  **Depuis le début de l'année, on compte 170 000 emplois de plus, la plupart dans le secteur manufacturier, qui sont répartis presque également entre les emplois à temps partiel et à temps plein.**
-  **Les dépenses de consommation et l'activité dans le secteur de l'habitation poursuivent sur leur lancée, et les exportations progressent vivement en janvier.**
-  **Les taux d'intérêt à long terme augmentent sensiblement, les prévisions étant favorables à une majoration plus tôt que prévu des taux directeurs.**

Indicateurs économiques mensuels clés

		Variation en % depuis			
			le mois dernier	l'an dernier	
PIB réel (En \$ 1997, milliards)	948,4	0,6	1,0	Janv.	
Biens	295,0	1,3	-2,6	Janv.	
Services	653,4	0,3	2,7	Janv.	
Indice composite	170,9	1,1	2,6	Févr.	
Emplois (En milliers)	15 260	0,6	1,3	Mars	
Temps plein	12 422	0,3	0,7	Mars	
Temps partiel	2 838	1,7	4,2	Mars	
Chômage (En %)	7,7	7,9	7,0	Mars	
Jeunes*	13,7	13,7	12,7	Mars	
Adultes*	6,5	6,7	5,9	Mars	
Inflation mesurée par l'IPC*	1,5	1,3	2,9	Févr.	
Ventes au détail (En M\$)	25 251	1,1	6,4	Janv.	
Mises en chantier (En milliers)	199,8	19,7	44,8	Mars	
Balance commerciale* (En M\$)	5 098	4 539	8 202	Janv.	
Exportations	33 014	3,1	-13,9	Janv.	
Importations	27 916	1,6	-7,3	Janv.	
M&M	8 352	-2,6	-19,3	Janv.	
Papier comm. à trois mois* (En %)	2,31	2,36	4,66	3 avr.	
Rendement des obligations à long terme* (En %)	5,71	5,79	5,41	3 avr.	
Dollar canadien* (En cents US)	62,89	62,73	63,44	3 avr.	

*Données en niveaux seulement - variation en % n'est pas exprimée

Les «Indicateurs économiques mensuels» (IEM) présentent, sous une forme pratique, diverses analyses et données économiques. Ils ne visent pas à interpréter ou à évaluer les politiques gouvernementales. En fait, les responsables des IEM s'efforcent de diffuser des renseignements factuels, et ce, d'une manière pertinente et équilibrée conforme aux principes économiques généralement reconnus. Tous les employés d'Industrie Canada peuvent prendre connaissance des IEM, sur support papier ou électronique. Il est aussi possible d'avoir accès aux IEM par l'intermédiaire d'Internet à http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/mera/frndoc/03.html.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES MENSUELS

Mars-avril 2002

TABLES DES MATIÈRES

	Page
L'économie	
<i>PIB réel par industrie</i>	3
<i>Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs</i>	4
<i>Investissements des entreprises dans les usines et l'équipement</i>	5
<i>Logement</i>	6
<i>Commerce et compétitivité</i>	7
Tendances du marché du travail	
<i>Emploi et chômage</i>	8
<i>Aperçu de la situation de l'industrie</i>	9
<i>Aperçu de la situation des provinces</i>	10
Prix et marchés financiers	
<i>Prix à la consommation et prix des produits de base</i>	11
<i>Taux d'intérêt à court et à long terme</i>	12
<i>Taux de change et marchés boursiers</i>	13
L'économie des États-Unis	
<i>Tendances de l'économie américaine</i>	14
À venir...	
<i>Publication de données à surveiller/Événements prévus</i>	15

Le présent rapport est fondé sur les données connues au 12 avril 2002. Il a été préparé par Anik Dufour, Arif Mahmud, Joseph Macaluso et Patrick Taylor de la Direction de l'analyse micro-économique, sous la direction de Hossein Rostami. La traduction a été faite par Lucie Larocque et l'appui à la production a été fourni par Sue Hopf. Tous les renseignements ont été tirés de sources publiques, principalement Statistique Canada, la Banque du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Veuillez adresser vos commentaires à Hossein Rostami au 613-995-8452 ou par Internet à rostami.hossein@ic.gc.ca



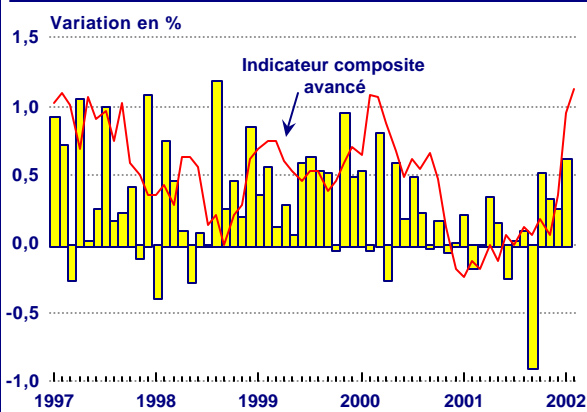
La production continue sa remontée en janvier...

- Le PIB réel aux prix de base s'est accru pour un quatrième mois de suite (0,6 % en janvier). La production a maintenant récupéré plus que les pertes subies en septembre, et elle est supérieure de 3,6 % (taux annuel) à ce qu'elle était au quatrième trimestre. Le PIB réel (selon les dépenses) a augmenté de 2,0 % au quatrième trimestre. L'indice composite avancé a enregistré sa quatrième hausse mensuelle d'affilée en janvier. Il s'agit aussi de la plus importante hausse en deux ans. Des données économiques étonnamment bonnes ont embelli les perspectives de croissance du Canada. Dans les prévisions consensuelles du Royaume-Uni, publiées en avril, la croissance du Canada pour 2002 a été révisée à la hausse, soit à 2,7 % par rapport à 2,1 % en mars et à 1,3 % en décembre.

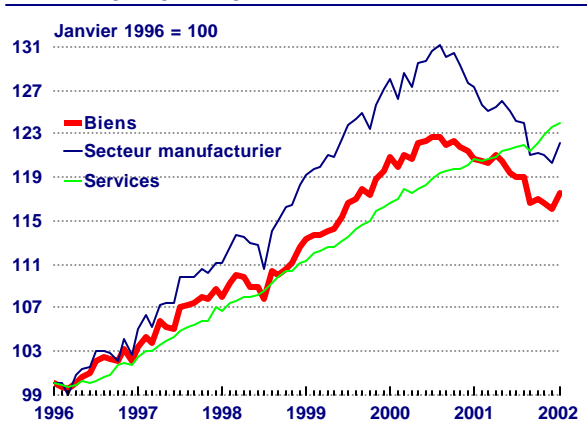
...grâce surtout aux gains observés dans le secteur des biens

- La production du secteur des biens a fait un bond de 1,3 % en janvier, ce qui a largement annulé le repli de 0,8 % enregistré en décembre. Les industries manufacturières ont vu leur production augmenter sensiblement pour la première fois en 16 mois, sous l'impulsion de l'avance observée dans la production des industries du bois, des produits chimiques, des produits en plastique et en caoutchouc ainsi que des produits du papier. Pour sa part, l'industrie de la construction a, encore une fois, bourdonné d'activité en janvier, grâce à l'essor des nouvelles constructions qui a été suscité par le temps plus doux que la normale et les faibles taux hypothécaires. L'exploration minière ainsi que l'extraction du pétrole et du gaz se sont intensifiées pour la première fois depuis septembre, les activités de forage et de montage et la production de pétrole étant à la hausse.
- Dans le secteur des services la production s'est améliorée de 0,3 % en janvier après avoir progressé de 0,6 % en décembre. Il s'agit de la quatrième hausse mensuelle consécutive. Grâce aux faibles taux d'intérêt, le commerce au détail a crû pour un quatrième mois d'affilée, et le commerce de gros a profité d'une augmentation des ventes de pièces et de véhicules automobiles neufs. Le transport aérien subit encore les conséquences du 11 septembre, sa production courante étant inférieure à ce qu'elle était avant septembre, malgré une quatrième remontée mensuelle de file en janvier.

PIB réel aux prix de base



PIB réel par principal secteur



PIB réel aux prix de base (En \$ 1997)

Janvier 2002	En millions \$	Variation en % depuis		
		Variation mensuelle	le mois dernier	l'an dernier
Ensemble de l'économie	948 425	5 899	0,6	1,0
Secteur des entreprises	803 503	5 877	0,7	0,9
Biens	295 016	3 759	1,3	-2,6
Agri., forest, pêche, chasse*	20 622	204	1,0	-9,0
Extraction - mines, pétrole, gaz	35 809	720	2,1	-1,7
Services publics	26 849	-3	-0,0	-2,6
Construction	51 320	408	0,8	4,2
Fabrication	160 416	2 430	1,5	-4,0
Services	653 409	2 140	0,3	2,7
Commerce de gros	58 273	1 225	2,1	3,5
Commerce de détail	54 000	588	1,1	5,8
Transport et entreposage	42 253	54	0,1	-6,1
Information et culture	45 541	-92	-0,2	8,6
FASI**	187 657	265	0,1	4,0
Serv. professionnels***	40 469	-9	-0,0	0,1
Admin. et gestion des déchets	20 846	125	0,6	3,9
Enseignement	43 398	102	0,2	0,3
Soins de santé et assist. sociale	54 415	74	0,1	2,7
Arts, spectacles et loisirs	8 910	-45	-0,5	0,5
Hébergement et restauration	22 558	-156	-0,7	-1,7
Autres	21 190	111	0,5	2,5
Administrations publiques	53 899	-102	-0,2	3,9

*Comprend l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse

**Comprend la finance, les assurances et les services immobiliers

***Comprend les services professionnels, scientifiques et techniques



Dépenses de consommation et attitudes des consommateurs

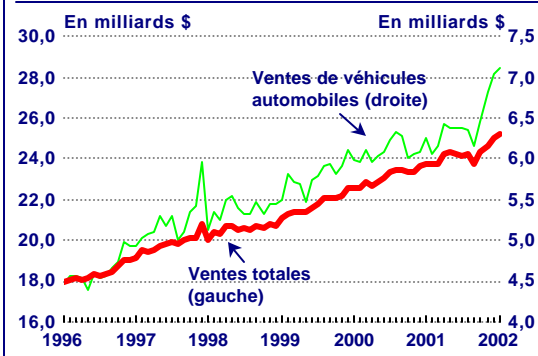
Les dépenses de consommation se redressent vivement au quatrième trimestre

- Dans l'ensemble, les dépenses de consommation ont grimpé de 4,2 % au quatrième trimestre, ce qui compense largement le recul enregistré au troisième trimestre après les attentats du 11 septembre.
- Cette avance trimestrielle a surtout été le fait de la hausse de 25,4 % des ventes de biens durables, qui avaient diminué de 4,6 % au troisième trimestre. Les ventes de véhicules neufs ont joué un rôle important dans cette hausse, les généreuses promotions telles que le financement à 0 % attirant les futurs acheteurs dans les salles de montre.

...et il semble qu'elles conserveront cette vigueur au premier trimestre

- Les ventes au détail ont poursuivi leur trajectoire ascendante en enregistrant une hausse de 1,1 % en janvier. L'avance est attribuable à l'accroissement des ventes de véhicules automobiles, qui ont atteint un sommet inégalé depuis 25 ans, et aux ventes plus importantes des grands magasins.
- Le revenu personnel disponible a connu une forte croissance au quatrième trimestre, soit 5,3 %, qui est venue s'ajouter au gain de 2,7 % observé au troisième trimestre. Le revenu personnel disponible devrait conserver sa vigueur au premier trimestre, étant donné la récente montée en flèche de l'emploi. Parmi les bonnes nouvelles économiques, notons l'enquête menée par le Centre de recherches Décima selon laquelle l'indice de confiance des consommateurs s'est sensiblement redressé en mars.
- Tous ces facteurs indiquent un accroissement soutenu des dépenses de consommation.

Ventes au détail et ventes de véhicules automobiles totales



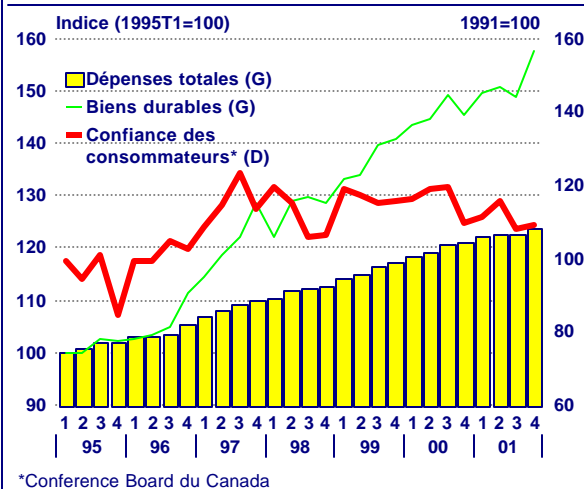
Ventes au détail et crédit à la consommation

Janvier 2002	Variation en % depuis		
	En millions \$	le mois	l'an dernier
Total - Ventes au détail (DD)	25 251	1,1	6,4
Alimentation	5 415	-0,2	5,5
Pharmacies	1 280	2,1	9,8
Vêtements	1 360	-0,6	3,4
Meubles	1 499	0,4	11,8
Automobiles	10 197	1,8	7,0
Magasins de march. diverses	2 800	2,2	3,2
Tous les autres magasins	2 702	1,3	6,4
Total excluant véhicules automobiles	18 140	1,2	3,7
Crédit à la consommation	207	0,2	5,2

Dépenses de consommation réelles et situation financière des ménages

	En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)		2001 T3	2001 T4
	2000	2001		
Consommation réelle (En \$ 1997)	566 229	580 531	579 149	585 184
Variation en %	3,6	2,5	-0,7	4,2
Biens durables	81 882	85 294	83 705	88 571
Variation en %	6,4	4,2	-4,6	25,4
Biens semi-durables	50 476	52 489	52 108	53 370
Variation en %	4,7	4,0	-3,7	10,0
Biens non durables	130 347	131 809	131 743	131 935
Variation en %	1,7	1,1	0,2	0,6
Services	303 674	311 292	311 809	311 939
Variation en %	3,6	2,5	0,5	0,2
Revenu disponible	631 023	657 934	657 844	666 392
Variation en %	5,6	4,3	2,7	5,3
Taux d'épargne (En %)	3,9	3,6	3,4	3,7
Ratio d'endettement (En %)	94,4	95,0	95,6	95,6

Dépenses de consommation réelles et attitudes des consommateurs



*Conference Board du Canada



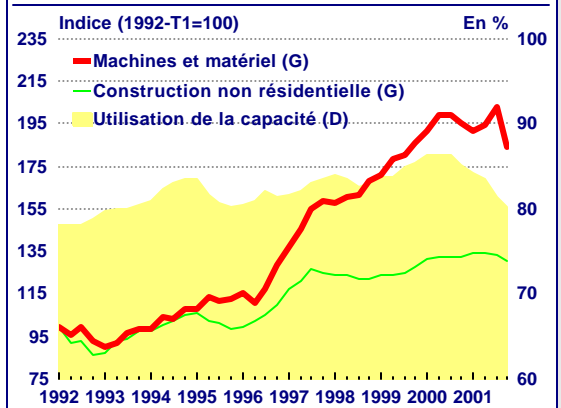
Les investissements des entreprises diminuent au quatrième trimestre...

- Au quatrième trimestre, les investissements des entreprises dans les machines et le matériel ont chuté de 31,3 % après avoir progressé de 17,7 % au troisième. Ce recul est, en partie, attribuable à la livraison d'un engin de forage flottant, qui avait gonflé les investissements au troisième trimestre. D'autres signes de faiblesse ont été constatés, notamment une deuxième baisse trimestrielle de suite des bénéfices d'exploitation globaux des entreprises et un sixième repli trimestriel consécutif du taux d'utilisation de la capacité.
- Dans la construction non résidentielle, l'activité a régressé de 7,5 % au quatrième trimestre, soit la plus grave diminution trimestrielle enregistrée depuis le deuxième trimestre de 1995. Le relâchement noté dans la construction de bâtiments et les travaux de génie est principalement à l'origine de cette baisse.

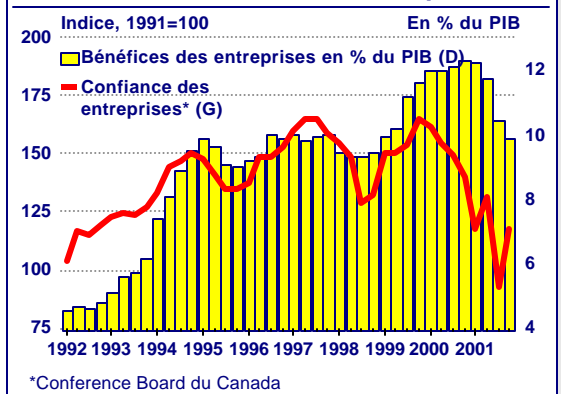
...et tout porte à croire qu'ils resteront faibles encore un certain temps

- Des signes de faiblesse étaient manifestes dès le début du premier trimestre. Les importations de M&M ont dégingolé en janvier après avoir légèrement crû en décembre. Selon le rapport de Statistique Canada, intitulé « Investissements privés et publics au Canada : perspective » et publié le 27 février, les dépenses d'immobilisations devraient décroître en 2002.

Investissements dans les usines et le matériel



Bénéfices et confiance des entreprises



Investissements et situation financière des entreprises

En millions \$, TAD (à moins d'indication contraire)

	2000	2001	2001 T1	2001 T2	2001 T3	2001 T4
INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES						
Machines et matériel (En \$ 1997)	88 550	87 133	86 334	87 693	91 341	83 164
Variation en %	9,7	-1,6	-7,9	6,4	17,7	-31,3
Construction non résidentielle (En \$ 1997)	47 274	47 685	47 990	48 121	47 777	46 851
Variation en %	5,3	0,9	3,6	1,1	-2,8	-7,5
Utilisation de la capacité (En %, biens non agricoles)	86,0	82,4	84,1	83,6	81,5	80,3
Utilisation de la capacité (secteur manuf.)	86,0	80,9	82,9	82,0	80,0	78,7
SITUATION FINANCIÈRE ET ATTITUDES DES ENTREPRISES						
Bénéfices d'exploitation des entreprises	197 733	156 839	173 880	175 084	143 212	135 180
Variation en %	17,5	-20,7	-33,9	2,8	-55,2	-20,6
Bénéfices - Industries non financières	139 248	121 317	134 772	128 480	113 160	108 856
Variation en %	17,9	-12,9	-12,3	-17,4	-39,8	-14,4
Bénéfices - Industries financières	58 488	35 522	39 108	46 604	30 052	26 324
Variation en %	16,6	-39,3	-71,6	101,7	-82,7	-41,1
Crédit aux entreprises	787 619	823 834	812 765	816 759	828 522	837 289
Variation en %	7,0	4,6	3,4	2,0	5,9	4,3



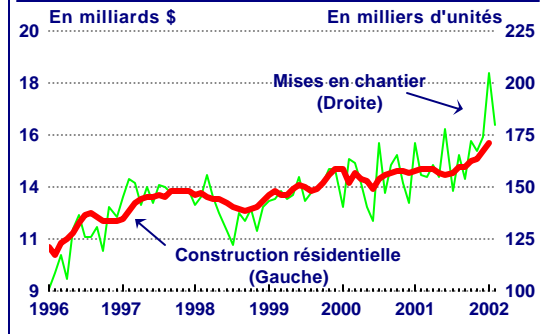
L'intensification de l'activité dans le secteur de l'habitation prend de plus en plus d'ampleur au quatrième trimestre...

- Les investissements dans la construction résidentielle ont gagné un bon 21 % au quatrième trimestre. Cette sixième hausse trimestrielle de suite constitue une amélioration marquée par rapport à l'avance de 4,2 % observée au troisième trimestre.

...et se poursuit allègrement au premier trimestre

- Au premier trimestre, les ventes moyennes de logements existants étaient supérieures de 16,7 % à celles du quatrième trimestre. De même, les mises en chantier du premier trimestre étaient supérieures de 13,3 % à celles du quatrième trimestre. La valeur des permis de bâtir n'a pratiquement pas changé en février, perdant seulement 0,2 %, après avoir affiché une augmentation inégalée en 12 ans, soit de 24,9 %, en janvier.
- Jumelées à un temps plus doux que la normale, la faiblesse des taux hypothécaires et la hausse du revenu disponible ont contribué à raffermir le secteur de l'habitation. Ces facteurs devraient permettre au secteur de rester solide au cours des prochains mois.

Activité dans le secteur du logement



Indicateurs mensuels de l'activité dans le secteur du logement

	Niveaux	Variation depuis	
		le mois dernier	l'an dernier
Construction résidentielle (1) (En \$ 1997, en M; prix de base)	15 441	2,2%	8,4%
Permis de construction, en M\$ (2)	2 381	-0,2%	23,0%
Ventes de logements existants (2) (nombre d'unités)	28 201	-1 572	
Mises en chantier (3) (nombre d'unités)	199 800	19 700	44 800
Terre-Neuve	1 500	-600	1 100
Île-du-Prince-Édouard	500	100	100
Nouvelle-Écosse	2 200	-300	900
Nouveau-Brunswick	3 500	1 900	1 700
Québec	30 900	0	10 600
Ontario	80 600	6 000	7 300
Manitoba	1 900	0	300
Saskatchewan	1 300	-800	-200
Alberta	39 500	11 300	18 500
Colombie-Britannique	17 900	2 100	5 800

1 - Données de janvier 2 - données de février 3- données de mars 2002

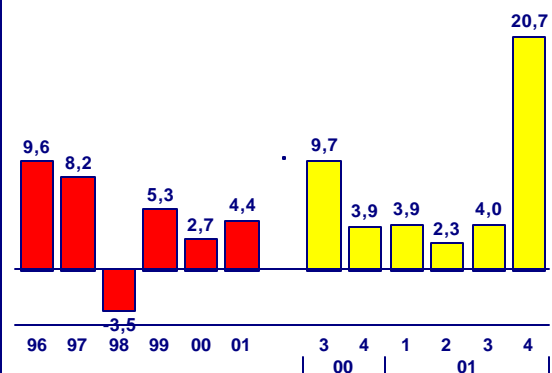
Source : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble

Investissements réels dans les structures résidentielles

En millions \$ 1997, TAD (à moins d'indication contraire)	2000			
	2000	2001	2001 T3	2001 T4
Construction par secteur	45 399	47 392	47 121	49 395
Variation en %	2,7	4,4	4,0	20,7
Logements neufs	22 857	24 013	23 770	25 172
Variation en %	2,4	5,1	3,7	25,8
Travaux de réparation et d'amélioration	15 809	15 820	15 780	15 832
Variation en %	4,6	0,1	2,8	1,3
Frais de propriété et de transfert	6 976	7 731	7 752	8 556
Variation en %	4,0	10,8	8,7	48,4
Construction résidentielle	45 643	47 616	47 351	49 658
Variation en %	2,6	4,3	4,2	21,0

Croissance de la construction résidentielle réelle, (secteur des entreprises)

Variation en %, TAD





Commerce et compétitivité

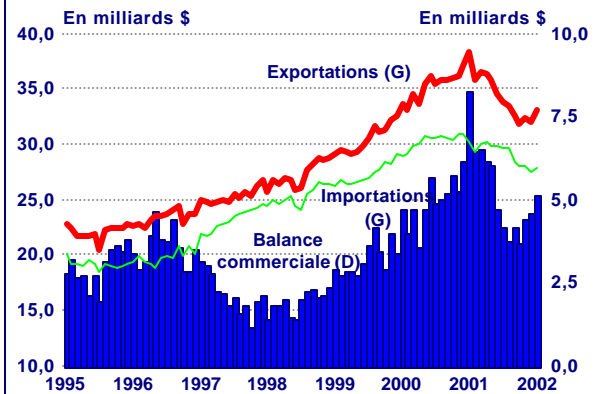
Les exportations prennent de l'essor en janvier...

- En janvier, les exportations se sont accrues de 3,1 %. Bien que ce ne soit que la troisième hausse mensuelle à se produire depuis les onze derniers mois, c'est la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis janvier 2001. Cinq des sept principales catégories, les aéronefs, les machines industrielles et le gaz naturel en tête, ont affiché des hausses.
- Après six mois de recul, les importations ont augmenté de 1,6 % en janvier. La croissance a été plus vigoureuse dans les industries de biens industriels et de produits énergétiques. Les baisses observées dans les produits automobiles et les machines et le matériel sont venues modérer cette croissance.

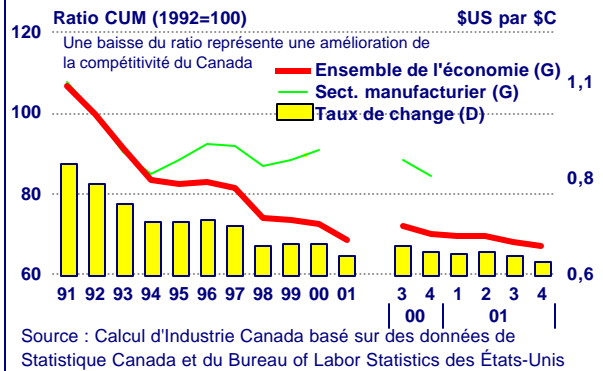
...ce qui fait grimper l'excédent commercial

- Grâce surtout à la vigoureuse croissance des exportations destinées aux États-Unis et à l'Union européenne, l'excédent du Canada au chapitre du commerce des marchandises a augmenté de 559 millions de dollars pour se fixer à 5,1 milliards en janvier, ce qui constitue l'excédent le plus important depuis mai 2001.
- L'excédent commercial du Canada avec les États-Unis a atteint 7,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 852 millions. Toutefois, le déficit commercial avec tous les autres pays s'est accentué de plus d'un quart de milliard de dollars pour s'établir à un peu plus de 2,5 milliards.

Flux du commerce de marchandises et balance commerciale



Ratio des coûts unitaires de main-d'oeuvre Canada-É.-U.



Commerce de marchandises

Janvier 2002	Niveaux (En millions \$)		Cumulatif à ce jour (En millions \$)		Variation (En M\$)		Variation en %
	Déc. 2001	Janv. 2002	Janv.-déc. 2000	Janv.-déc. 2001	Déc. 2001-janv. 2002	Déc. 2001-janv. 2002	Janv. 2001-janv. 2002
Exportations	32 014	33 014	422 557	413 111	1 000	3,1	-13,9
vers les États-Unis	26 803	27 975	359 552	351 086	1 172	4,4	-15,1
Importations	27 474	27 916	363 281	350 503	442	1,6	-7,3
en provenance des États-Unis	20 039	20 359	267 675	255 085	320	1,6	-5,9
Balance commerciale	4 539	5 098	59 276	62 608	559		
avec les États-Unis	6 764	7 616	91 877	96 001	852		
Exportations par produit							
Produits agricoles/pêche	2 658	2 599	27 366	30 810	-59	-2,2	6,9
Produits énergétiques	2 836	3 040	52 929	55 309	204	7,2	-58,7
Produits de la forêt	2 994	3 017	41 757	38 631	23	0,8	-11,4
Biens et matériaux industriels	5 443	5 503	65 917	66 269	60	1,1	-3,6
Machines et matériel	7 872	8 720	106 884	98 809	848	10,8	-5,8
Produits automobiles	7 707	7 452	97 941	92 723	-255	-3,3	-1,5
Autres biens de consommation	1 357	1 504	14 805	15 797	147	10,8	15,1
Importations par produit							
Produits agricoles/pêche	1 695	1 775	18 567	20 359	80	4,7	6,9
Produits énergétiques	1 128	1 368	17 864	17 712	240	21,3	-24,4
Produits de la forêt	226	249	3 064	2 889	23	10,2	-2,4
Biens et matériaux industriels	5 121	5 535	70 471	68 452	414	8,1	-6,8
Machines et équipement	8 577	8 352	122 677	112 422	-225	-2,6	-19,3
Produits automobiles	6 033	5 982	77 402	72 541	-51	-0,8	7,0
Autres biens de consommation	3 584	3 592	40 088	42 919	8	0,2	2,6

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL



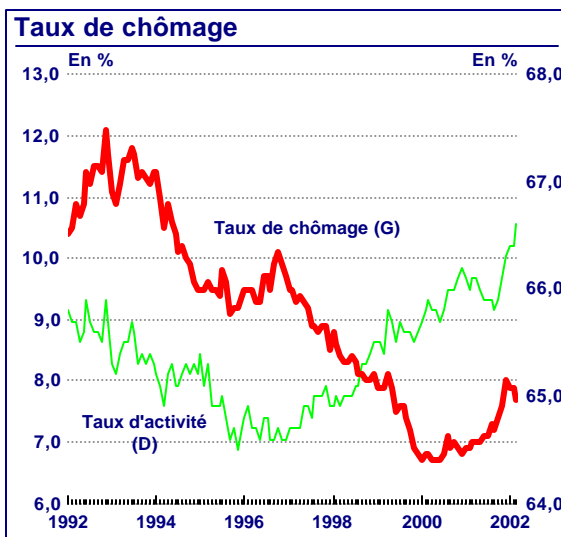
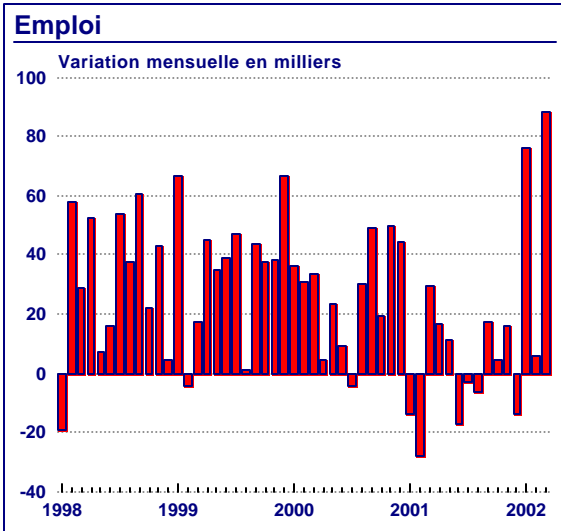
Emploi et chômage

L'emploi se redresse fortement en mars...

- En mars, on a dénombré 88 000 emplois de plus (48 000 emplois à temps partiel et 40 000 à temps plein), soit une hausse de 0,6 %, ce qui porte à 170 000 le nombre total de nouveaux emplois au premier trimestre, soit la plus forte augmentation depuis 1987.
- Le secteur privé est à l'origine de la création de 87 000 emplois en mars et de 153 000 emplois au premier trimestre.
- Le nombre total d'heures travaillées a augmenté de 5,2 % (taux annuel) au premier trimestre, ce qui laisse présager une vigoureuse croissance de la production.

...ce qui fait fléchir le taux de chômage, celui-ci passant à 7,7 %

- Malgré l'expansion soutenue de la population active (+0,4 %), le taux de chômage national a perdu 0,2 point de pourcentage pour se fixer à 7,7 %.
- Chez les jeunes, on a compté 19 000 emplois de plus en mars (la plupart sont des emplois à temps plein), mais cette hausse n'a pas suffi à changer le taux de chômage qui, à 13,7 %, reste supérieur de un point de pourcentage au taux observé en mars 2001. Chez les adultes, le nombre d'emplois s'est accru (+69 000), ce qui a eu pour effet de ramener à 6,5 % le taux de chômage. Malgré cela, le taux est supérieur de 0,6 point de pourcentage au taux observé en mars 2001.



Tendances du marché du travail

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 2001	Févr. 2002	Mars 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Emplois	15 064,7	15 172,0	15 260,1	88,1	195,4	169,9	0,6	1,3
Temps plein	12 340,3	12 382,8	12 422,5	39,7	82,2	85,3	0,3	0,7
Temps partiel	2 724,4	2 789,2	2 837,6	48,4	113,2	84,6	1,7	4,2
Jeunes 15-24	2 321,0	2 335,2	2 354,1	18,9	33,1	53,8	0,8	1,4
Adultes 25+	12 743,8	12 836,9	12 906,0	69,1	162,2	116,1	0,5	1,3
Travailleurs indépendants	2 328,2	2 290,3	2 288,8	-1,5	-39,4	7,2	-0,1	-1,7
Chômage	1 142,3	1 293,0	1 273,0	-20,0	130,7	-45,8	-1,5	11,4
Taux de chômage	7,0	7,9	7,7	-0,2	0,7	-0,3		
Jeunes 15-24	12,7	13,7	13,7	0,0	1,0	-0,3		
Adultes 25+	5,9	6,7	6,5	-0,2	0,6	-0,4		
Population active	16 207,0	16 465,1	16 533,1	68,0	326,1	124,1	0,4	2,0
Taux d'activité	66,1	66,4	66,6	0,2	0,5	0,3		
Taux d'emploi	61,5	61,1	61,4	0,3	-0,1	0,5		

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation de l'industrie



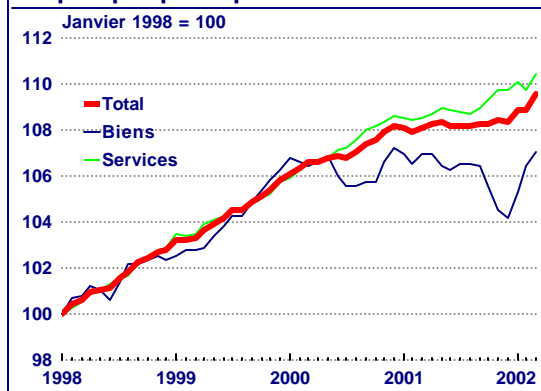
Le secteur manufacturier est responsable de la majorité des emplois créés au premier trimestre...

- En mars, on a dénombré 24 000 emplois de plus dans le secteur des biens, ce qui porte à 105 000 le nombre total d'emplois créés au premier trimestre. Cette remontée est plus que suffisante pour effacer les pertes subies aux trois derniers trimestres de 2001. Tous les principaux groupes industriels de ce secteur ont participé à la croissance enregistrée en mars, sauf la construction qui a supprimé 7 000 emplois. Le secteur manufacturier compte 13 000 emplois de plus, ce qui porte à 100 000 le nombre total de nouveaux emplois pour le trimestre. Pour sa part, l'agriculture a créé 12 000 emplois. Des gains moins importants ont été enregistrés par d'autres secteurs.

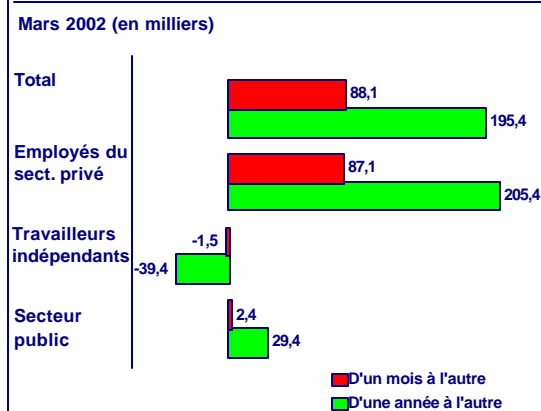
...et le secteur des services augmente encore ses effectifs en mars

- En mars, les industries de services ont créé 65 000 emplois, ce qui représente la presque totalité des gains affichés durant le trimestre. Les plus fortes avances sont attribuables aux services de gestion, d'administration et autres services de soutien (+27 000) ainsi qu'au commerce (+18 000). Des replis ont été notés dans le transport et l'entreposage, les soins de santé et l'assistance sociale ainsi que les services professionnels, scientifiques et techniques.

Emploi par principal secteur



Croissance de l'emploi par catégorie de travailleurs



Tendances de l'emploi dans l'industrie

(En milliers)	Niveaux			Variation depuis			Variation en % depuis	
	Mars 2001	Févr. 2002	Mars 2002	le mois dernier	l'an dernier	Cumulatif à ce jour	le mois dernier	l'an dernier
Biens	3 893,5	3 872,8	3 896,4	23,6	2,9	105,0	0,6	0,1
Agriculture	337,2	300,5	312,4	11,9	-24,8	-0,3	4,0	-7,4
Ressources naturelles*	295,5	283,9	285,0	1,1	-10,5	-5,9	0,4	-3,6
Services publics	117,8	124,6	128,5	3,9	10,7	6,8	3,1	9,1
Construction	843,2	860,2	853,4	-6,8	10,2	4,8	-0,8	1,2
Fabrication	2 299,9	2 303,6	2 317,0	13,4	17,1	99,6	0,6	0,7
Services	11 171,2	11 299,2	11 363,8	64,6	192,6	65,0	0,6	1,7
Commerce	2 338,3	2 416,0	2 433,8	17,8	95,5	1,3	0,7	4,1
Transport	783,1	739,8	729,8	-10,0	-53,3	-15,9	-1,4	-6,8
FASI*	868,8	869,3	881,4	12,1	12,6	8,6	1,4	1,5
Services prof./scientifiques	1 008,6	977,1	976,8	-0,3	-31,8	7,1	-0,0	-3,2
Administration et gestion	547,2	567,9	595,1	27,2	47,9	26,1	4,8	8,8
Enseignement	962,0	978,6	981,8	3,2	19,8	11,1	0,3	2,1
Soins de santé/assist. sociale	1 543,1	1 560,9	1 557,2	-3,7	14,1	-7,6	-0,2	0,9
Information, culture, loisirs	708,3	704,1	709,8	5,7	1,5	13,0	0,8	0,2
Hébergement et restauration	976,9	1 007,8	1 008,6	0,8	31,7	17,4	0,1	3,2
Autres services	679,7	695,2	698,1	2,9	18,4	-0,1	0,4	2,7
Administrations publiques	755,0	782,5	791,5	9,0	36,5	4,0	1,2	4,8

* Ressources naturelles : foresterie, pêche, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz; transport : entreposage; FASI : finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail

TENDANCES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Aperçu de la situation des provinces



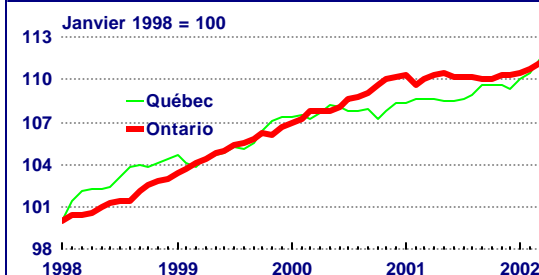
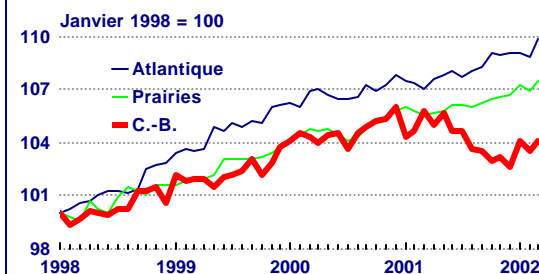
En mars, la croissance de l'emploi est surtout observée dans les provinces du Centre...

- En mars, le Québec (+32 000) et l'Ontario (+17 000) sont intervenus pour la plus grande partie de la croissance de l'emploi. Le gain net au Québec visait les emplois à temps partiel, tandis qu'en Ontario, il visait les emplois à temps plein. Pour le premier trimestre, ces provinces comptent 69 000 et 44 000 emplois de plus, respectivement. Le secteur manufacturier est principalement à l'origine des emplois créés dans les provinces du Centre au premier trimestre.
- Toutes les autres provinces ont connu des hausses, sauf la Saskatchewan qui accuse une perte d'emplois. En Colombie-Britannique et en Alberta, on a compté 11 000 emplois de plus, ce qui porte à 27 000 et 12 000, respectivement, le nombre de nouveaux emplois pour le trimestre. La plus grande partie de la hausse trimestrielle est imputable au secteur manufacturier dans le cas de la Colombie-Britannique et à la construction dans le cas de l'Alberta.

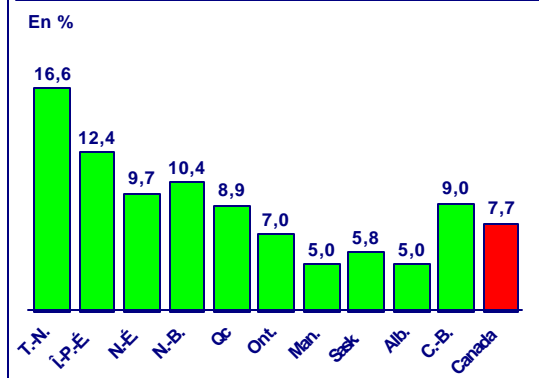
...mais le taux de chômage augmente en Ontario et en Colombie-Britannique

- Étant donné que la population active a progressé plus fortement que l'emploi, le taux de chômage s'est accru de 0,1 point de pourcentage pour se situer à 7,0 % en Ontario et de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 9,0 % en Colombie-Britannique.
- Le taux de chômage a fléchi dans toutes les autres provinces, sauf en Alberta où il est resté le même (5,8 %). Ont affiché les plus fortes diminutions du taux de chômage l'Île-du-Prince-Édouard (-1,9 point de pourcentage, 12,4 %) et Terre-Neuve (-1,2 point de pourcentage, 16,6 %).

Évolution de l'emploi dans les régions



Taux de chômage -- Mars 2002



Tendances de l'emploi et du chômage dans les provinces

	Emplois (En milliers)				Taux de chômage (en %)			
	Niveaux Mars 2002	Variation depuis le mois dernier		Variation depuis l'an dernier		Niveaux	Variation depuis le mois dernier	
		(En milliers)	En %	(En milliers)	En %		l'an dernier	
Canada	15 260,1	88,1	0,6	195,4	1,3	7,7	-0,2	0,7
Terre-Neuve	214,8	3,0	1,4	6,0	2,9	16,6	-1,2	0,2
Î.-P.-É.	66,3	0,3	0,5	0,0	0,0	12,4	-1,9	1,0
Nouvelle-Écosse	424,7	1,9	0,4	5,4	1,3	9,7	-0,6	-0,5
Nouveau-Brunswick	347,1	5,5	1,6	16,5	5,0	10,4	-0,8	-1,9
Québec	3 555,2	32,4	0,9	90,4	2,6	8,9	-0,4	0,2
Ontario	6 014,2	17,4	0,3	60,6	1,0	7,0	0,1	0,9
Manitoba	567,3	6,7	1,2	10,7	1,9	5,0	-0,8	-0,1
Saskatchewan	475,2	-1,0	-0,2	-2,6	-0,5	5,8	0,0	0,2
Alberta	1 655,7	11,0	0,7	40,2	2,5	5,0	-0,1	0,2
C.-B.	1 939,7	10,9	0,6	-31,7	-1,6	9,0	0,2	2,4



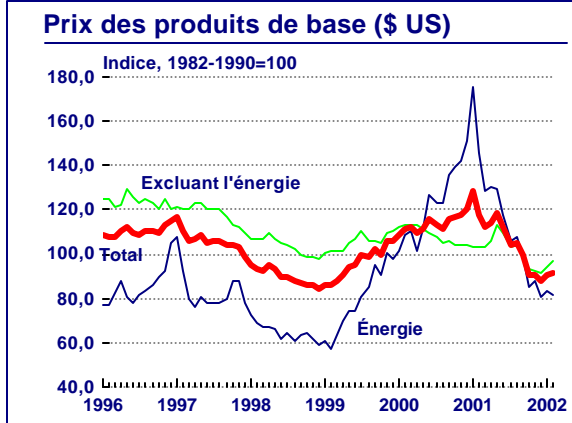
Prix à la consommation et prix des produits de base

L'inflation passe à 1,5 % à cause de la hausse des prix de l'électricité et des aliments...

- En février, l'inflation s'est fixée à 1,5 %, par rapport à 1,3 % en janvier.
- Les prix de l'électricité ont grimpé de 16,2 % par rapport au niveau extraordinairement bas observé en février de l'an dernier, les consommateurs de la Colombie-Britannique profitant alors d'un crédit sur leurs factures d'électricité. Les prix des aliments ont progressé de 4,3 % après avoir gagné 4,6 % en janvier. Par contre, les prix de l'énergie sont restés inférieurs à ce qu'ils étaient l'an dernier, perdant 5,8 % en février et 7,0 % en janvier.

...et le taux d'inflation « de base » se hisse au-dessus du point médian de la fourchette cible officielle

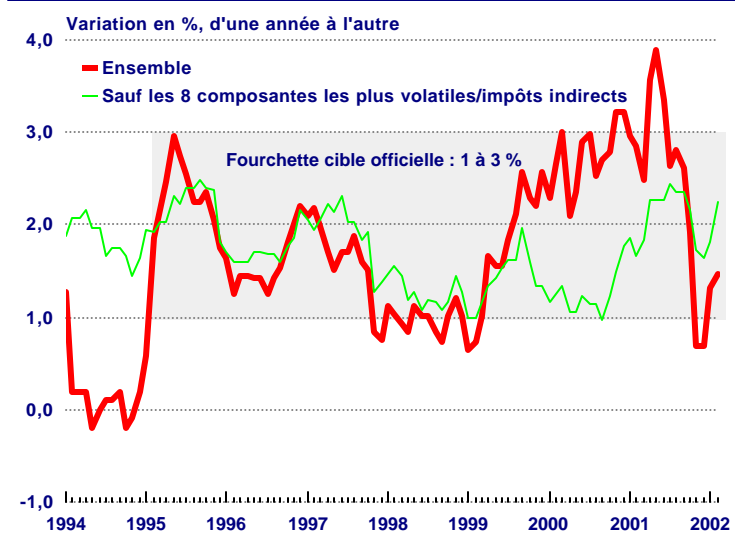
- Le taux d'inflation « de base », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'indice et les impôts indirects, a augmenté, passant de 1,8 % en janvier à 2,2 % en février. Il s'est alors hissé au-dessus du point médian de la fourchette cible officielle (1 à 3 %). Cette hausse s'explique, en partie, par l'avance du coût de l'électricité, qui ne figure pas parmi les huit composantes les plus volatiles de l'indice. Ont également contribué à cette progression les coûts plus élevés des vêtements et de l'assurance-automobile.
- Les prix des produits de base ont glissé de 22,7 % en février, faisant suite notamment à une diminution de 44,5 % des prix de l'énergie. Les prix des produits non énergétiques ont perdu 6,3 %, mais ils ont gagné 2,7 % par rapport au mois précédent. Il s'agit de la deuxième augmentation mensuelle d'affilée. L'indice global des prix des produits de base a donc progressé en janvier et en février.



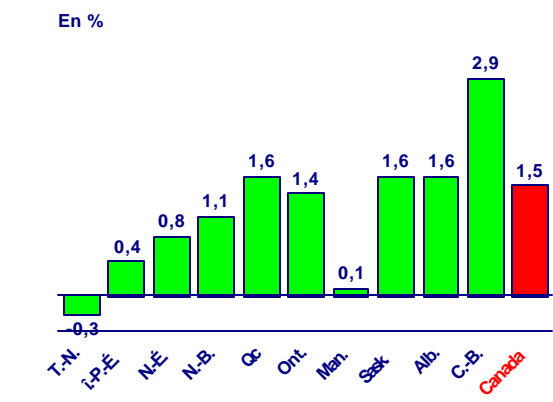
Prix à la consommation

	Variation en % depuis		
	Indice (1992=100)	le mois dernier	l'an dernier
IPC - Ensemble	116,9	0,6	1,5
Alimentation	120,6	0,5	4,3
Logement	113,1	0,1	2,1
Équipement du ménage	113,1	0,2	1,9
Habillement et chaussures	105,4	3,0	-1,0
Transport	127,5	0,5	-3,0
Santé et soins personnels	114,8	0,4	1,1
Loisirs, formation et lecture	124,1	1,5	1,0
Alcool et tabac	112,9	0,6	13,6
Sauf 8 composantes plus volatiles/impôts ind.	118,2	0,7	2,2
Énergie	122,4	0,5	-5,8
Prix des produits de base (Février 2002)			
Indice, 1982-1990=100	91,3	0,9	-22,7
Excluant l'énergie	96,7	2,7	-6,3
Énergie	81,1	-3,1	-44,5

Indice des prix à la consommation



Inflation mesurée par l'IPC, par province - Février 2002





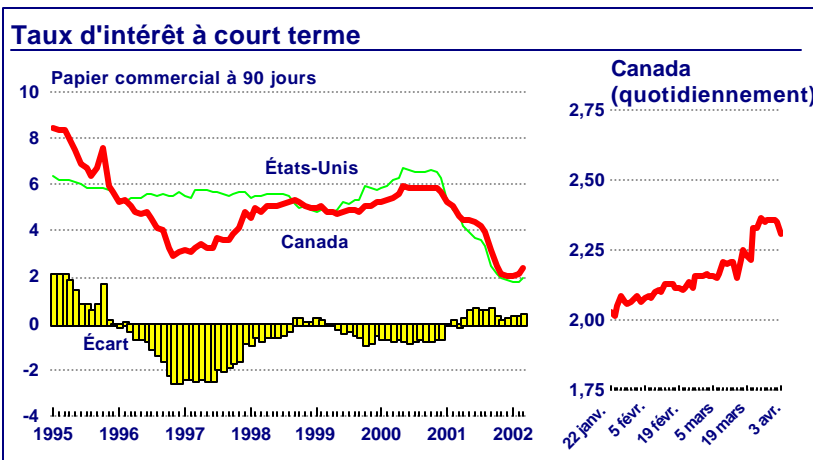
Taux d'intérêt à court terme et à long terme

Les taux directeurs se situent à des niveaux plancher inégalés depuis 40 ans, tandis que les taux à court terme augmentent

- La Banque du Canada n'a pas changé son taux cible du financement à un jour (2,0 %), le 5 mars, après l'avoir réduit de 25 points de base en janvier. Pour sa part, la Réserve fédérale américaine a gardé intact son taux des fonds fédéraux (1,75 %) en janvier et en mars. Compte tenu de la nette amélioration de la situation et des perspectives économiques, les analystes s'attendent à une augmentation des taux directeurs plus tôt que prévu. Les prochaines annonces concernant les taux directeurs seront faites le 16 avril, au Canada, et le 7 mai, aux États-Unis.
- Au cours des trois premiers mois de 2002, le taux du papier commercial à 90 jours n'a cessé de progresser par rapport au creux observé en janvier, soit 1,82 %, et est passé à 2,35 % le 2 avril. Il s'agit tout de même de 3 points de pourcentage de moins que le taux observé en janvier de l'an dernier.

Les rendements à long terme augmentent, les prévisions étant favorables à une majoration prochaine des taux directeurs

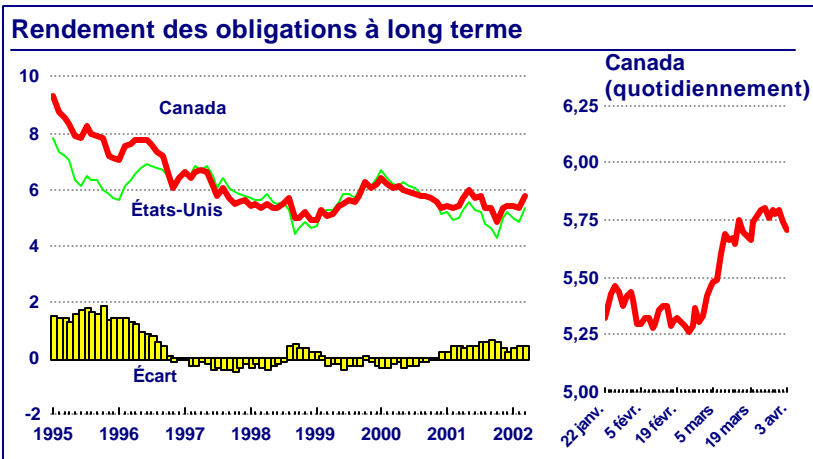
- Les signes d'une reprise de l'activité économique étant plus nombreux depuis deux mois, les investisseurs ont converti certains de leurs investissements en obligations en investissements en actions, ce qui a fait monter les rendements à long terme.
- Se situant à 5,71 % au début d'avril, les rendements des obligations à 10 ans étaient supérieurs de 45 points de base à leur récent creux de 5,26 % de la mi-février et de 90 points de base à leur creux de 4,81 % du début de novembre. Parallèlement, les taux hypothécaires ont augmenté sensiblement ces dernières semaines. Ainsi, le taux à un an a gagné 75 points de base en mars pour se situer à 5,3 % et le taux à 5 ans a gagné 55 points de base pour se situer à 7,3 %.



Principaux taux du marché monétaire

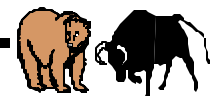
(fin de période)	Papier commercial à 90 jours	Écart vis-à-vis les É.-U.	Rendement des obligations à long terme	Écart vis-à-vis les É.-U.
1999	5,27	-0,49	6,18	-0,22
2000	5,71	-0,60	5,35	0,24
Oct. 2001	2,45	0,33	4,86	0,56
Nov.	2,17	0,17	5,36	0,38
Déc.	2,08	0,19	5,44	0,22
Janv.	2,07	0,31	5,42	0,40
Févr.	2,16	0,34	5,31	0,47
Mars 2002	2,36	0,40	5,79	0,44
3 avr. 2002	2,31	0,41	5,71	0,41

Un écart positif indique que les taux canadiens sont supérieurs à leurs pendants américains.



Principaux taux débiteurs

(fin de période)	Taux d'escompte	Taux préférentiel	Hypothèque à un an	Hypothèque à cinq ans
1999	5,00	6,50	7,35	8,25
2000	6,00	7,50	7,70	7,95
Oct. 2001	3,00	4,50	4,90	6,90
Nov.	2,50	4,00	4,60	6,85
Déc.	2,50	4,00	4,60	6,85
Janv.	2,25	3,75	4,55	7,00
Févr.	2,25	3,75	4,55	6,85
Mars 2002	2,25	3,75	5,30	7,30
3 avr. 2002	2,25	3,75	5,00	7,30

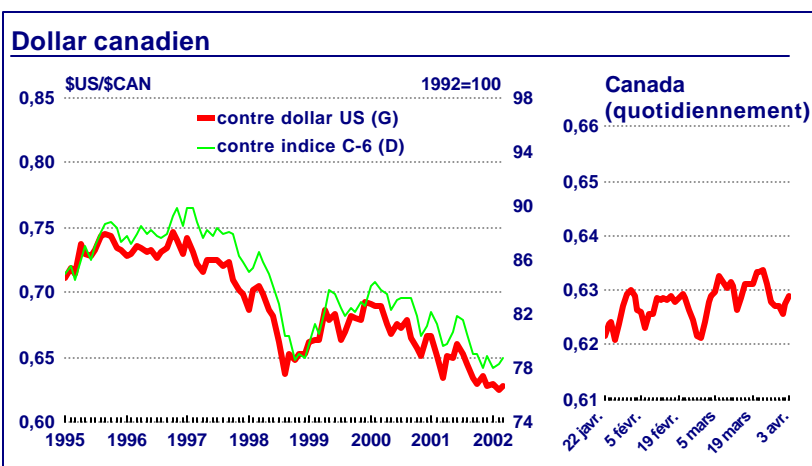


Les bonnes nouvelles économiques contribuent à soutenir le dollar canadien...

- Le dollar canadien a emprunté une trajectoire ascendante au cours des derniers mois, mais il s'est montré très volatile. Grâce à l'amélioration de la situation et des perspectives économiques et à la hausse des prix des produits de base non énergétiques, la devise canadienne a repris de la vigueur en mars. Toutefois, par la suite, l'incertitude entourant les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, jumelée au déplacement de capitaux vers des valeurs sûres qui a contribué au raffermissement du dollar américain, a pesé lourd sur notre dollar.
- Après avoir atteint, en janvier, un creux de 62,0 cents US, le dollar a remonté la pente, sa valeur dépassant les 63 cents US durant la plus grande partie de mars. Puis, il s'est assoupli, clôturant à 62,7 cents US, le 8 avril.

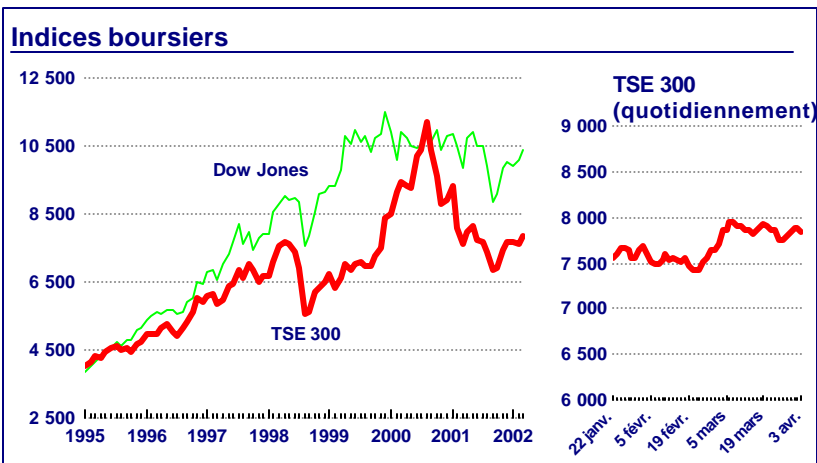
...et stimulent la reprise sur les marchés boursiers

- L'indice TSE 300 s'est nettement redressé par rapport au creux enregistré en février, soit 7 418 points, pour se situer près des 8 000 points en mars, soit son niveau le plus élevé depuis juin dernier. Le Dow Jones a, lui aussi, atteint des niveaux qui ne s'étaient pas vus depuis l'été de 2001, se hissant au-dessus des 10 500 points en mars, tandis que l'avance de l'indice S&P 500 a été plus modeste.
- Ces dernières semaines, toutefois, les préoccupations relatives aux ratios cours-bénéfice encore relativement élevés, surtout dans le secteur de la haute technologie où les perspectives de bénéfices à court terme restent sombres, ont nui aux marchés boursiers. Néanmoins, les indices boursiers restent supérieurs aux creux qu'ils avaient enregistrés en février.



Le dollar canadien

(clôture)	\$US c. \$CAN	Indice c. C-6 (1992=100)	\$CAN c. EURO	Yen c. \$CAN
1999	0,6929	82,67	1,585	69,66
2000	0,6669	81,19	1,370	73,64
Oct. 2001	0,6294	78,98	1,422	77,29
Nov.	0,6358	78,08	1,414	76,90
Déc.	0,6278	78,95	1,407	80,76
Janv.	0,6300	78,05	1,414	82,89
Févr.	0,6242	78,38	1,390	83,71
Mars 2002	0,6273	78,69	1,392	82,51
3 avr. 2002	0,6289	78,40	1,399	83,45



Principaux indices boursiers

	Variation en % depuis		
	Clôture - mars	le mois dernier	l'an dernier
TSE 300	7 851	2,8	3,2
Pétrole et gaz	10 456	7,0	20,1
Métaux et minéraux	4 732	1,5	18,7
Services publics	10 006	-9,7	-24,9
Papiers et produits de la forêt	5 731	1,1	19,1
Entreprises de distribution	7 579	7,8	34,8
Services financiers	11 414	4,3	11,3
Or	6 192	3,7	50,0
S&P 500	1 147,4	3,7	-1,1
Dow Jones	10 404	2,9	5,3



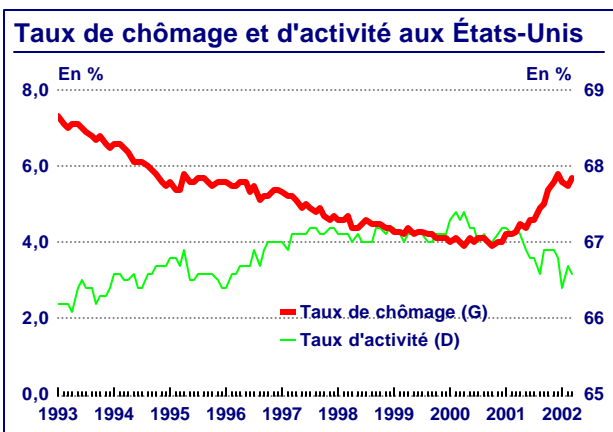
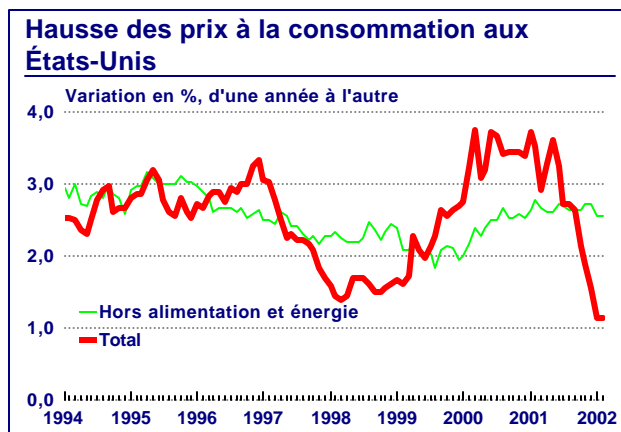
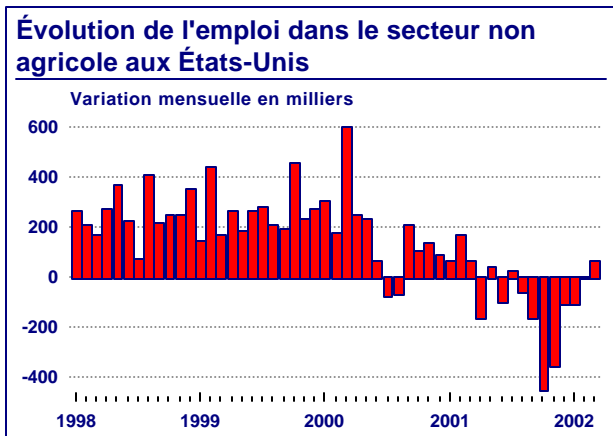
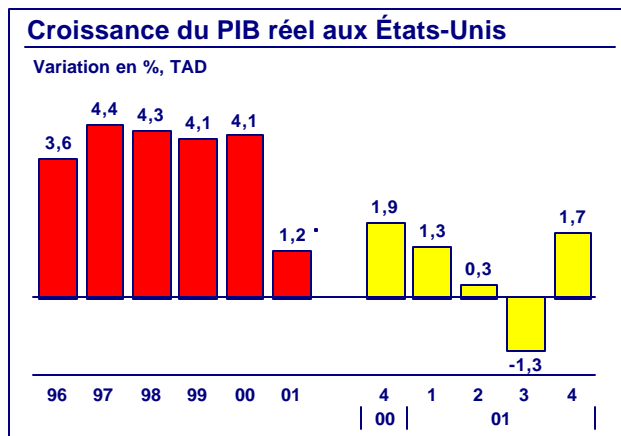
Tendances de l'économie américaine

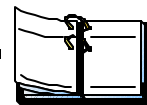
La croissance aux États-Unis s'établit à 1,7 % au quatrième trimestre...

- Selon les estimations finales, le PIB réel aux États-Unis a augmenté de 1,7 % (taux annualisé qui a été révisé à la hausse par rapport au taux de 1,4 % déjà annoncé), après avoir reculé de 1,3 % au troisième trimestre. Cette progression s'explique par l'augmentation (10,2 %) des dépenses gouvernementales, dont l'ampleur ne s'était pas vue depuis plusieurs années, et par la recrudescence des dépenses de consommation (6,1 %), qui ont été alimentées par les promotions de financement sans intérêt destinées à stimuler les ventes d'automobiles. Par contre, les investissements des entreprises ont diminué, et les entreprises ont continué à liquider leurs stocks, ce qui a fait baisser la croissance globale.
- Selon les récents indices, la croissance devrait être plus forte au premier trimestre. La vigueur des dépenses de consommation s'est poursuivie, s'accroissant encore en janvier et février. L'indice de confiance des consommateurs a fait un bond de 15 points en mars, pour s'établir à 110,2. Les carnets de commande pour les biens durables se sont accrus de 1,5 % en février, après avoir gagné 1,3 % en janvier (taux révisé). La production industrielle a avancé pour un deuxième mois de suite (+0,4 %) en février. Compte tenu de la tournure des événements, la croissance, selon les prévisions consensuelles, a été de nouveau révisée à la hausse en avril, soit à 2,6 %, par rapport à 2,1 % en mars et à 0,7 % en novembre.

...mais le taux de chômage augmente pour se fixer à 5,7 % en mars

- En mars, le taux de chômage a progressé de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 5,7 %. Il s'est établi en moyenne à 5,6 % au premier trimestre de 2002. Le nombre d'emplois non agricoles a augmenté, soit de 58 000, ce qui a permis de réduire le nombre d'emplois perdus (53 000) au premier trimestre. Les nouveaux emplois ont surtout été recensés dans les services, le secteur manufacturier perdant 38 000 emplois. Toutefois, il s'agit du recul mensuel le moins important depuis décembre 2000, ce qui laisse supposer que le secteur est en train de sortir du creux de la vague.
- En janvier et février, l'inflation selon l'IPC est restée stable à 1,1 %, alors que l'inflation de base est passée de 2,6 % à 2,5 %.





CANADA

Banque du Canada - (annonce concernant le taux d'escompte)	16 avril
Commerce international - Février	17 avril
Enquête sur le secteur de la fabrication - Février	17 avril
Indice des prix à la consommation - Mars	23 avril
PIB réel par industrie - Février	30 avril
Enquête sur la situation des entreprises - Avril	2 mai
Enquête sur la population active - Avril	10 mai
Balance des paiements internationaux - 1er trimestre 2002	31 mai
Comptes économiques et comptes financiers nationaux - 1er trimestre 2002	31 mai
Taux d'utilisation de la capacité - 1er trimestre 2002	11 juin
Statistiques sur la situation financière des entreprises - 1er trimestre 2002	21 juin
Investissements privés et publics au Canada : Perspectives révisées - 2002	24 juillet

ÉTATS-UNIS

Indice des prix à la consommation - Mars	16 avril
Commerce international des biens et services - Février	17 avril
PIB par industrie - 1er trimestre 2002, estimations préliminaires	24 avril
PIB - 1er trimestre 2002, estimations provisoires	26 avril
Situation de l'emploi - Avril	3 mai
Comité de l'open market du Système fédéral de réserve - Réunion	7 mai

Nota : Les IEM de mars/avril sont fondés sur les données connues au 12 avril 2002